

Secrétariat de la sous-commission ERP-IGH  
SDIS de Seine & Marne  
Sous- Direction Opérations, Prévision, Prévention  
Groupement Prévention  
Service Prévention ERP-IGH  
56 avenue de Corbeil - BP 70109 - 77001 Melun Cedex  
Tél : 01 60 56 84 25  
erp-igh@sdis77.fr

Melun le 28 novembre 2025

Affaire suivie par : Cdt Denis BRZUCH / KS

**RAPPORT D'ÉTUDE**

**SÉANCE DU 28/11/2025**

**PROCES-VERBAL N° 2025.25**

**AFFAIRE N° 13**

**RÉFÉRENCES DE L'AFFAIRE**

IDENTIFIANT : 417959.001

OBJET : PERMIS DE CONSTRUIRE  
AUTORISATION DE TRAVAUX  
DEMANDES DE DEROGATION (3)  
DEMANDES D'AVIS (3)

ORIGINE DE LA SAISINE : DDT de Seine-et-Marne

EN DATE DU : 29/09/2025

REF. DU DOSSIER : n° 528967

PC : 077.145.25.00001 AT : 077.145.25.00001

**DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

RAISON SOCIALE : Site : CENTRE PENITENTIAIRE DE SEINE ET MARNE (CP 77)  
L01. CENTRE PENITENTIAIRE DE CRISENOY

RESPONSABLE DE L'ÉTABLISSEMENT : -

ADRESSE : HAMEAU DES BORDES – 77390 - CRISENOY

CLASSEMENT : TYPE (S) : EP

CATÉGORIE (S) : -

**RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES**

Code de la construction et de l'habitation  
Décret n° 95-260 du 08/03/1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité  
Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

### **REMARQUES LIMINAIRES :**

- toutes éventuelles inexactitudes ou omissions constatées dans le présent rapport doivent être signalées au secrétariat de la commission de sécurité ;
- en application de l'article L. 143-1 du Code de la construction et de l'habitation, les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public doivent être conformes aux règles de sécurité fixées par décret en Conseil d'État ;
- en application de l'article R. 143-34 du Code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'Intérieur. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

### **PRÉAMBULE :**

Par courrier en date du 29 septembre 2025, reçu le 29 septembre 2025, la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Seine-et-Marne a transmis, pour avis, au secrétariat de la sous-commission ERP-IGH, un dossier de demande de permis de construire référencé : PC n° 077.145.25.00001, englobant une demande d'autorisation de travaux référencée AT n° 077.145.25.00001, relative à l'établissement : CENTRE PENITENTIAIRE DE SEINE ET MARNE (CP 77) – L01. CENTRE PENITENTIAIRE DE CRISENOY, sis Hameau des Bordes sur la commune de Crisenoy.

A la lecture des pièces, il est fait mention d'une demande de dérogation et de cinq demandes d'avis au règlement de sécurité incendie.

Afin d'assurer une cohérence dans le traitement de ce type d'établissement, deux demandes d'avis sont traitées sous la forme de demandes dérogations dans le présent rapport d'étude.

### **DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET :**

Le projet concerne la construction d'un établissement pénitentiaire sur un terrain d'une emprise de 22,9 hectares.

Ce centre pénitentiaire, d'une capacité de 1 004 places comprend les bâtiments suivants :

- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;
- [REDACTED] ;

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]





[REDACTED]

[REDACTED]

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_







[illegible]



[illegible]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

**EXTRAIT DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ANTÉRIEURE :**

Date	Commission	Objet	Réf.	Avis
14/11/25	S/Com ERP-IGH	PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISATION DE TRAVAUX DEMANDES DE DEROGATION (3) DEMANDES D'AVIS (3)	528628	Sans avis*

\* en l'absence d'un des membres de la sous-commission ERP-IGH (M. le Maire de Crisenoy ou son représentant).

**DOCUMENTS ÉTUDIÉS :**

- Courrier de saisine de la DDT de Seine-et-Marne daté du 01/10/2025.
- Formulaire d'autorisation de travaux n° 77.145.25.00001 déposé en mairie en date du 03/09/2025.
- Notice de sécurité datée du 01/09/2025 (indice A) rédigée par l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).
- Annexe à la notice de sécurité relative aux demandes de dérogation et d'avis datée du 05/08/2025 (indice 0) rédigée par l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).
- Jeu de plans datés du 05/08/2025 (indice 0) réalisés par l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).
- Notice d'accessibilité datée du 05/08/2025 (indice 0) rédigée par l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).
- Cahier des charges fonctionnel du SSI daté du 01/09/2025 (indice A) rédigée par l'agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ).

## AVIS DE LA SOUS COMMISSION ERP IGH (Affaire n° 13)

Entendu monsieur Nicolas OUDIN, chef de projet APIJ,

Entendu les membres de la sous-commission ERP-IGH, celle-ci émet :

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]



Après étude des documents, les prescriptions suivantes doivent être réalisées :

1. Transmettre, un mois avant le début des travaux, par l'intermédiaire de monsieur le Préfet, pour avis au secrétariat de la sous-commission ERP-IGH, les éléments suivants :
  - 1.1 un dossier technique de désenfumage (dossier DF 2) comprenant des plans et des notes de calculs, intégrant les demandes d'avis n°1 et n°2 (article 4.2 de la circulaire du 12/01/2007).),
  - 1.2 un cahier des charges fonctionnel du système de sécurité incendie élaboré par un coordinateur SSI présentant les scénarios et intégrant les différentes demandes de dérogations et demandes d'avis (article 4.2 de la circulaire du 12/01/2007).).

[REDACTED]

3. Faire réceptionner les points d'eau incendie assurant la DECI de l'établissement (en enceinte et hors enceinte), conformément à l'arrêté préfectoral n° 2017/039/CAB/SIDPC portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie de Seine-et-Marne. Ce document devra porter mention des éléments suivants : source, débit, pression conformes à la norme.

4. [REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

5. [REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]  
[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Pour le Préfet et par délégation,  
L'attaché, adjoint au chef du SIDPC



Olivier MORISSONNEAU

Destinataires : membres de la sous-commission ERP/IGH

« Les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement automatisé en application de l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des établissements recevant du public ».